

Centre de soutien technique et administratif

Approvisionnement en gazole de navigation (F-76) et en carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antigel (XF-43), et reprise de distillat pour la Marine de catégorie ISO-F-DMA (XF-80), au profit du service de l'énergie opérationnelle.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES N° 01 / 21 du 16 mars 2021

Établi en application du code de la commande publique

Procédure de passation : Système d'Acquisition Dynamique - Admission

Procédure de consultation : Appel d'offres restreint

Version modifiée par avenants n° 1 – n° 2 et n° 3

Table des matières

Article 1 - PRÉAMBULE – CONTEXTE	3
Article 2 - OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	3
Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 5 - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	5
Article 6 - MODALITES DE SELECTION DANS LE SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	6
Article 7 - DESCRIPTION ET ETENDUE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	6
Article 8 - TYPE ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	8
Article 9 - REGLES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	9
Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES	11
Article 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
Article 12 - EXECUTION FINANCIERE	21
Article 13 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	24
Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES	27
Article 15 - ANNEXES.....	30
Article 16 - DEROGATIONS	30

Article 1 - PRÉAMBULE – CONTEXTE

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » : c'est un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des fournitures courantes, par lequel le pouvoir adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Marché spécifique** » ou « **Mspé** » : marché passé dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

BCE : banque centrale européenne.

CCAG-FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009 - Journal officiel de la république française du 19 mars 2009).

CETSEO : centre d'expertise technique du service de l'énergie opérationnelle.

CSTA : centre de soutien technique et administratif.

DEMa : dépôt essences Marine.

PLACE : Plateforme des AChats de l'Etat sur www.marches-publics.gouv.fr; site des marchés publics de l'Etat où tous les échanges entre les opérateurs économiques et l'acheteur se réalisent.

SEO : service de l'énergie opérationnelle.

Article 2 - OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Par le présent Système d'Acquisition Dynamique et les Marchés Spécifiques passés sur son fondement, le titulaire s'engage à assurer l'approvisionnement en gazole de navigation (F-76) et en carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antiglace (XF-43) à destination des DEMa de BREST et TOULON, ainsi que la reprise de distillat pour la Marine de catégorie ISO-F-DMA (XF-80) issu des DEMa de BREST et TOULON.

Les prestations à fournir au SEO sont localisées sur les DEMa de BREST et TOULON situés sur les ports militaires de BREST et TOULON et doivent être réalisées par bateau.

Il s'agit de :

- ✓ la fourniture de gazole de navigation (F-76) en vrac, conforme à la spécification DCSEA 176 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé;
- ✓ la fourniture de carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antiglace (XF-43) en vrac conforme à la spécification DCSEA 144 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé;
- ✓ la reprise de distillat pour la Marine de catégorie ISO-F-DMA (XF-80) en vrac, sous pression ou par gravité.

Prestations annexes :

- ✓ La fourniture bord soute de gazole de navigation (F-76) en vrac, conforme à la spécification DCSEA 176 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé, et de carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antiglace (XF-43) en vrac conforme à la spécification DCSEA 144 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé au profit des bâtiments de la Marine Nationale en cours de phases d'essais sur le site du chantier naval de Saint-Nazaire.

L'ajout de cette prestation annexe s'applique aux lots n°1 et n°2.

Sa mise en œuvre fera l'objet de la passation d'un marché spécifique dans les conditions décrites au présent SAD. Les modalités d'exécution sont définies par ledit marché spécifique.

Les modalités de définition du prix sont celles décrites dans le SAD.

- ✓ La livraison en vrac par camion-citerne de gazole de navigation synthétique de type SPD (Synthesized Paraffinic Diesel), visant au remplissage bord cuve des installations de stockage du SEO. Ce produit devra être conforme à l'annexe A de la spécification OTAN MIL-DTL-16884P dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé.

L'ajout de cette prestation annexe s'applique au lot n°1. Le lieu d'exécution privilégié de cette prestation sera le DEMa de Brest.

Sa mise en œuvre fera l'objet de la passation d'un marché spécifique dans les conditions décrites au présent SAD. Les modalités d'exécution sont définies par ledit marché spécifique.

Les modalités de définition du prix sont celles décrites dans le SAD.

Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le présent SAD est subdivisé en 3 lots établis en fonction du type de carburant et du type de prestation, à savoir :

Lot n°1 : fourniture de gazole de navigation (F-76) ;

Lot n°2 : fourniture de carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antiglace (XF-43) ;

Lot n°3 : reprise de distillat pour la Marine de catégorie ISO-F-DMA (XF-80).

Les besoins en produits pétroliers à approvisionner et à reprendre dépendant de l'activité des forces armées, le SEO ne peut pas s'engager sur des volumes fermes.

En conséquence, le présent SAD ne prévoit ni volume minimum ni volume maximum contractuels.

Les lots 1 et 2 correspondent à des approvisionnements courants répondant à des besoins récurrents de la Marine Nationale.

Le lot 3 est une prestation exceptionnelle qui dépend des volumes remisés par la Marine nationale ainsi que des produits issus des lots 1 et 2 non consommés, dont la stabilité dans le temps n'a pas répondu aux exigences techniques du SEO, et ne pouvant plus être mis à la consommation au regard de la spécification DCSEA 176.

A titre indicatif et sans engagement du SEO, le besoin est estimé à :

LOT	carburant	Estimation annuelle
1	F-76	80 000 m ³
2	XF-43	16 000 m ³
3	XF-80	5 000 m ³

LOT	carburant	Volume unitaire minimum du besoin	Volume unitaire maximum du besoin	Tranche de commande
1	F-76	6 000 m ³	15 000 m ³	500 m ³
2	XF-43	2 000 m ³	10 000 m ³	500 m ³
3	XF-80	10 000 m ³	15 000 m ³	500 m ³

Les quantités et le lieu de la prestation sont précisées pour chaque Mspé.

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le SAD est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le CCP n° 01 / 21 du 16 mars 2021 et ses annexes à jour de ses derniers amendements, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- les marchés spécifiques notifiés ;
- le CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- les offres du candidat dans le cadre des divers Mspé passés après la notification du SAD ;

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne saurait s'intégrer au présent SAD. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achats, des conditions de vente figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 5 - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

La durée du SAD est de quatre (4) ans et prendra effet à compter du 10 juin 2021 ou de la date de notification au premier titulaire si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette période, le SAD peut être reconduit, de façon tacite, deux (2) fois deux (2) ans, sans que sa durée totale ne puisse excéder huit (8) ans.

- Le titulaire peut éventuellement refuser la reconduction, à condition d'en informer le SEO, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six (6) mois avant l'échéance du SAD.
- Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le SAD, il en informe les titulaires au moins trois (3) mois avant l'échéance du SAD par courrier recommandé avec avis de réception.

Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de mise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le SAD à la date d'envoi des invitations à concourir et, pour le lot concerné, est organisée pour l'attribution des Mspé. Ces derniers prennent effet à compter de leur date de notification.

La conclusion des Mspé passés sur la base du SAD ne peut se faire que pendant la durée de validité du SAD.

Article 6 - MODALITES DE SELECTION DANS LE SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les modalités relatives à l'examen des candidatures sont décrites dans le règlement de la consultation.

Article 7 - DESCRIPTION ET ETENDUE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

7.1 Produits et caractéristiques techniques

❖ **Le gazole de navigation codifié F-76 doit :**

- être conforme à la spécification DCSEA 176 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé, annexée au présent CCP, à jour de ses derniers amendements. Toute modification de cette spécification qui interviendrait en cours d'exécution du SAD sera systématiquement appliquée dans le mois qui suit la notification par le CSTA de cette modification.
- de manière plus contraignante que la spécification DCSEA 176, la tendance au colmatage des filtres, mesurée selon la méthode B décrite par l'ASTM D2068, doit être inférieure à 1,56.

Dans le cadre de la fabrication et pour prendre en compte les différents « process » de raffinage, le titulaire doit prendre toutes les garanties nécessaires pour ne pas introduire des fractions pétrolières non hydrotraitées issues directement du processus dénommé Fluid Catalytic Cracking (FCC).

❖ **Le gazole de navigation synthétique de type SPD (Synthesized Paraffinic Diesel), ponctuellement fourni dans le cadre de prestations annexes comme définies à l'article 2, doit être conforme à l'annexe A de la spécification OTAN MIL-DTL-16884P.**

La tendance au colmatage des filtres (TCF) des gazoles de navigation (F-76 et SPD) est vérifiée par le SEO, à l'aide de la méthode B décrite par l'ASTM D2068.

En cas de désaccord sur les mesures de la conformité du produit, les dispositions des chapitres 9 et 10 de la norme NF EN ISO 4259 sont appliquées.

❖ **Le carburéacteur, type haut point d'éclair, sans antiglace codifié XF-43** doit :

- être conforme à la spécification DCSEA 144 dans sa version en vigueur à la date de notification du Mspé, annexée au présent CCP, à jour de ses derniers amendements.
- être produit à partir d'un procédé de fabrication tel que la distillation de composés hydrocarbonés issus des sources conventionnelles et suivi ou non d'une hydrogénation ou d'un craquage. Ce procédé doit être clairement décrit et respecté pour tous les lots de fabrication. Tout autre procédé comme celui qui conduit à des carburéacteurs comportant des composés synthétiques est exclu.

❖ **Le distillat pour la Marine de catégorie ISO-F-DMA codifié XF-80 :**

Un bulletin d'analyse du produit à reprendre est fourni par le SEO à tous les titulaires du lot 3 lors de l'invitation à soumissionner pour le Mspé concerné.

7.2 Additivation en agent traceur

Le gazole de navigation codifié F-76 et le gazole de navigation synthétique SPD doivent être additivés au moment de la livraison.

En effet, ces gazoles devront contenir, au moment de la livraison dans le port de destination (avant déchargement du pétrolier), l'agent traceur réglementaire et au taux imposé par les douanes. En cas de difficulté pour tracer le produit avant déchargement, le produit peut être tracé dans le bac de réception du DEMa. Dans ce cas, la fourniture du traceur et le calcul du taux pour les différents bacs sont à la charge du titulaire. Il est à rappeler que le gazole de navigation et le gazole de navigation synthétique SPD doivent être tracés mais dépourvu de colorant (conformément à la spécification de référence).

Le traceur et le taux en vigueur sont l'ACCUTRACE Plus à une concentration comprise entre 12,5 mg/l et 18,75 mg/l pour le gazole F-76 et le gazole de navigation synthétique SPD. Toute évolution du traceur et/ou du taux d'additivation doit être prise en compte immédiatement sans notification de la part du CSTA.

7.3 Fiches de données de sécurité

Tout au long de l'exécution du SAD, le titulaire fournit la fiche de données de sécurité du produit livré, à jour et conforme à la réglementation en vigueur en France.

Sans contrepartie financière, il autorise le S.E.O. à utiliser ce document pour établir, sous son timbre, la fiche de données de sécurité du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du S.E.O., y compris par son insertion dans

la bibliothèque des fiches de données de sécurité du S.E.O. distribuée sur support informatique.

7.4 Certificats de qualité

Le titulaire fournit lors de chaque ravitaillement (concernant les lots 1 et 2) les certificats de qualité assurant la conformité du produit ainsi que tous les éléments nécessaires à la traçabilité de ce dernier.

Pour les livraisons effectuées par navire commercial, l'ensemble des documents doit être fourni au DEMa destinataire de la cargaison au plus tard la semaine précédant la semaine de livraison prévue, et dans tous les cas, avant de procéder à l'entrée du bateau dans le port de destination.

En particulier, pour les lots 1 et 2, il s'engage à fournir, d'une part le certificat d'analyse complète du carburant du lieu de chargement ainsi que le certificat d'analyse complète réalisée sur un échantillon après chargement du bateau dans un laboratoire agréé par le CETSEO sur proposition du titulaire. Ces certificats doivent impérativement être transmis au DEMa destinataire et au CETSEO avant l'arrivée du bateau sur le port militaire.

7.5 Typologie de produit / Qualité

Pour des raisons logistiques, le titulaire indique dans les documents à remettre lors de la consultation les produits qu'il délivre. Dans tous les cas, le produit répond aux exigences des spécifications en vigueur ci-dessus définies.

7.6 Accès aux sites de livraison et protocoles de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de son transporteur est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Une enquête administrative peut être diligentée auprès de la Direction de la protection des moyens et activités de la défense après contact auprès de l'officier de sécurité du CSTA. Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R 1332-22-1 du code de la Défense. Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le SAD.

Dès lors qu'un protocole de sécurité est nécessaire, le titulaire veille à l'application stricte du protocole de sécurité de la zone concernée et fait son affaire des modalités d'accès à l'emprise considérée.

Article 8 - TYPE ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

8.1 Type

Les candidats admis au SAD sont invités à remettre une offre à chaque survenance du besoin.

Pour les lots 1 et 2 le transfert de propriété du produit livré est déclaré à l'admission du produit selon les conditions mentionnées à l'article 11.3 du présent CCP.

Pour le lot 3 le transfert de propriété s'effectue au moment où le produit est chargé dans le bateau du titulaire du Mspé.

8.2 Durée

La durée de validité du Mspé correspond à la période d'exécution de la prestation pour laquelle le besoin est exprimé.

Article 9 - REGLES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

9.1 Règles générales

Conformément aux articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique, le SEO invite tous les candidats admis au SAD à présenter une offre à chaque survenance d'un besoin et en attribue le bénéfice en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse définie sur la base des critères d'attributions figurant au règlement de la consultation.

L'ensemble des titulaires du SAD est systématiquement consulté par voie électronique au moyen de l'adresse courriel spécifiée en annexe à l'acte d'engagement du présent SAD. A tout moment de la procédure et pendant l'exécution du SAD, le titulaire informe le CSTA du changement, le cas échéant, de son adresse courriel, en lui remettant une nouvelle annexe à l'acte d'engagement.

9.2 Règles de remise en concurrence

La remise en concurrence des titulaires du SAD peut être réalisée par le biais d'enchère électronique inversée sur la PLACE via le site www.marches-publics.gouv.fr

L'administration peut aussi avoir recours à une remise d'offre à date ou à l'organisation d'enchère sur une plateforme différente ; cette plateforme devra au préalable être agréée par l'administration et garantir l'égalité de traitement des soumissionnaires.

Cette remise en concurrence se fait dans les conditions précisées aux articles R.2162-57 à R.2162-66 du code de la commande publique, sur la base des critères prévus au présent CCP. Les conditions de déroulement des enchères électroniques sont établies dans l'invitation à soumissionner.

La consultation est effectuée par le CSTA via PLACE et se matérialise par une lettre d'invitation, une demande de cotation et le règlement de l'enchère.

Le titulaire retenu est celui ayant donné la dernière enchère, à condition que sa dernière enchère soit inférieure au prix de départ de l'enchère qui sera fixée dans la lettre de consultation.

Les paramètres de référence utilisés pour ce type d'enchère sont les suivants :

PARAMETRES	
Type d'enchère	Enchère inversée à l'anglaise : Les participants ne peuvent soumettre une offre que si celle-ci est inférieure à la meilleure offre du moment, et qu'un écart au moins égal au décrement est respecté entre les 2 offres.
Enchère équilibrée	NON
Offres équivalentes autorisées	NON
Durée initiale hors prolongation	... MINUTES
Durée d'une prolongation Période de déclenchement des prolongations Point de départ de la prolongation	Pour toute nouvelle offre émise dans les 3 dernières minutes des enchères, le temps restant des enchères sera automatiquement reconduit à 3 minutes. Cette nouvelle période ne sera pas ajoutée au temps restant précédent.
Nombre de prolongations	Illimité
Prix de départ fixé par l'acheteur (précisé dans la lettre de consultation du marché spécifique) € H.T.
Droits de vision	- Affichage du montant total de la meilleure offre. - Affichage du rang. - Vue sur sa propre offre.
Devise	Prix en euros HT
Décimales maximales	2 après la virgule
Valeur du décrement minimum fixé par l'acheteur	... €/m ³ H.T.
Décrement maximum entre 2 offres (ce décrement a pour objectif de limiter les erreurs potentielles de saisie d'une offre)	... €/m ³ H.T.

NOTA : En fin d'enchère, le candidat ayant remis la meilleure offre doit fournir à l'administration dans un délai de **24 heures** le « marché spécifique » transmis préalablement pour permettre son émission à l'issue de l'enchère. Il transmet ce document renseigné (demande de cotation jointe à la lettre d'invitation), daté et signé. Le dépôt électronique de ce document s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est nécessaire de disposer d'une signature électronique valide.

9.3 Critères d'attribution des Mspé

Conformément à la construction du prix établie à l'article 12 du présent CCP, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue en fonction de la valeur :

- 1- Pour les lots 1 et 2 : du différentiel noté « D »;
- 2- Pour le lot 3 : du prix unitaire noté « O ».

La valeur la moins disante permet d'identifier la meilleure offre.

Dans le cas où il n'y a qu'un seul titulaire pour le lot considéré, lui seul est consulté pour remettre un prix sans avoir recours à une enchère électronique.

Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

10.1 Délais d'exécution de la prestation

10.1.1 Cas général – livraison par navire commercial

Le délai d'exécution de la prestation indiqué dans le Mspé correspond à la période de mise à disposition par la Marine Nationale du quai de déchargement. La prestation doit être terminée au plus tard le dernier jour ouvré du délai d'exécution.

Le dernier jour ouvré du délai d'exécution de la prestation est réputé être la date contractuelle finale de la prestation.

En cas de retard du titulaire, la disponibilité de ce même quai n'est plus garantie même avec préavis.

10.1.2 Cas des livraisons de gazole de navigation synthétique SPD (cf. prestation annexe du lot n°1)

Le jour mentionné dans le Mspé est réputé être la date contractuelle finale de la prestation.

10.2 Prolongation du délai d'exécution des Mspé

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CSTA lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant caractère de force majeure. Il revient au titulaire d'informer le CSTA dans les plus brefs délais de l'impossibilité de livrer ou de reprendre le produit et d'en donner la cause. A cette fin, il formule une demande transmise par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur, la durée de la prolongation demandée. Il est à noter que le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Le CSTA, notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

10.3 Sursis sur délais d'exécution des Mspé

Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS en référence, un sursis peut être accordé lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai mentionnée ci-dessus, une cause qui n'est pas de son fait, fait obstacle à l'exécution du Mspé dans le délai contractuel (les formalités d'octroi sont les mêmes que celles formulées dans l'article 10.2 ci-avant). Il suspend alors pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard, et en tout état de cause il ne modifie pas les conditions contractuelles initialement prévues.

Aucun sursis ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution éventuellement déjà prolongé.

10.4 Pénalités pour retard

Tout retard dans l'exécution de la prestation non admis au bénéfice des dispositions des articles 10.2 et 10.3 du présent CCP, donne lieu à l'application de pénalités calculées, conformément à l'article 14.1 du CCAG/FCS, selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1\ 000}$$

dans laquelle :

- P = montant des pénalités en € HT,
- V = valeur (quantité de produit réellement livré ou enlevé figurant sur la facture multipliée par le prix unitaire révisé à la date d'exécution de la prestation),
- R = nombre de jours calendaires de retard.

La date de départ des pénalités est fixée au lendemain du dernier jour du délai d'exécution mentionné sur le Mspé.

Les pénalités sont exonérées jusqu'à 300 € HT (hors taxes) pour chaque Mspé.

10.5 Conditions de livraison ou mise à disposition

Afin de permettre, dans la mesure où le SEO le souhaite, un contrôle préalable du produit en raffinerie avant chargement (pour les lots 1 et 2), dans le délai d'une semaine à compter de la date de notification du Mspé, le CSTA adresse, après contact avec le titulaire, un ordre de service qui précise :

- le lieu de chargement ou de reprise (entendu avec le titulaire);
- la date prévisionnelle de chargement ou de reprise (après consultation du titulaire).

10.6 Livraison ou reprise par pétrolier affrété par le titulaire

Les livraisons ou reprises ont lieu dans les installations SEO selon les conditions suivantes :

- ❖ **Date de livraison ou reprise** : le créneau est fixé par le Mspé, comme indiqué au § 10.1, étant entendu que le titulaire confirme la date d'arrivée du bateau effective au minimum huit (8) jours avant que celle-ci n'intervienne. L'exécution de la prestation doit être terminée le dernier jour ouvré du créneau de réservation du quai accordé par la Marine nationale.
- ❖ **Temps de planche et surestaries** : Le temps de planche doit tenir compte de la cadence maximum admissible de déchargement indiquée au paragraphe ci-dessous. Le temps de planche alloué (dimanche et fêtes exclus) et les surestaries ne s'appliquent qu'après expiration de deux heures trente (2h30) de « notice » accordées pour le déchargement. Ce délai court à partir du moment où le capitaine du pétrolier a remis au titulaire ou au destinataire l'avis (« notice readiness ») qu'il est prêt à commencer le déchargement ou le chargement et que celle-ci n'a pas été refusée de façon expresse par le dépôt. Ces deux heures trente (2h30) de « notice » sont mises à profit pour réaliser le contrôle quantitatif et qualitatif avant déchargement ;
- ❖ **Conditions de déchargement et de chargement** : Le titulaire doit transmettre avant le chargement du bateau (cas d'un approvisionnement), et dès que connu (cas d'une reprise), le nom du pétrolier, ses caractéristiques (Q88) et la liste de l'équipage au DEMa bénéficiaire de la prestation (copie au CSTA) afin d'avoir l'autorisation d'accès au quai situé dans l'enceinte du port militaire. Dans sa proposition de bateau, le titulaire mentionnera le délai de réponse souhaité afin de garantir l'option de réservation.

Il existe des contraintes techniques propres au déchargement (XF-43) :

(DEMa)	Parc	Tirant d'eau à pleine charge	Longueur	Débit maximum admissible au déchargement	Débit souhaité au déchargement
Brest	Maison Blanche	10 m	200 m	365 m ³ / h	250 m ³ / h
Toulon	Missiessy	7,8 m	140 m	300 m ³ / h	300 m ³ / h
	Lazaret	7,4 m	Pas de contrainte	360 m ³ / h	250 m ³ / h

Il existe des contraintes techniques propres au déchargement (F-76) :

(DEMa)	Parc	Tirant d'eau à pleine charge	Longueur	Débit maximum admissible au déchargement	Débit souhaité au déchargement
Brest	Maison Blanche	9 m	200 m	1 000 m ³ / h	650 m ³ / h
Toulon	Missiessy	Milhaud 1 Est : 7,8 m	140 m 200 m	550 m ³ / h	550 m ³ / h

		Milhaud 6 ouest : 10,5 m			
	Lazaret	Piles 1 à 5 : 7,40 m Piles 5 à 8 : 7,4 m	Pas de contrainte	600 m ³ / h	400 m ³ / h

Pour Toulon, la pression maximum admissible à l'entrée des installations est : Missiessy = 6 bars / Lazaret = 5 bars.

- ❖ **Observations complémentaires :** Il est à préciser que l'accès des navires de commerce dans les ports militaires, ainsi que leur départ de ces mêmes ports ne sont autorisés qu'entre le lever et le coucher du soleil. Les heures de lever et coucher du soleil pris en compte dans le cadre d'éventuels surestaries sont les heures théoriques annoncées sur le site www.ephemeride.com pour chacun des ports de livraison. Le déchargement des pétroliers intervient en continu à partir du moment où l'amarrage au quai est effectué entre le premier jour ouvré à 8h00, ou lever du soleil si postérieur, et le dernier jour ouvré à 12h00. En aucun cas, les opérations de déchargement ne peuvent être réalisées les dimanches et jours fériés. Dans cette éventualité, le pétrolier doit attendre le premier jour ouvré suivant à 8h00 pour continuer le déchargement. Pendant cette période, l'immobilisation du pétrolier ne donne pas le droit au paiement de surestaries. Le pétrolier est alors appelé à attendre le premier jour ouvré suivant à 8h00 (ou lever du soleil si postérieur) pour entamer les procédures (reconnaissance + déchargement). Ce temps d'attente ne donne pas droit au paiement de surestaries.

Pour les lots 1 et 2, le temps d'attente avant prise en charge par le pilote donne droit à surestaries, dès lors que l'ensemble des conditions de prise en charge sont réunies (soleil, jour ouvré, horaire...) sauf si l'ensemble des opérations de déchargement ne dépasse pas 26h30 (temps de notice + temps de planche nominal), c'est-à-dire de la présentation du navire en zone d'attente jusqu'à son appareillage.

Pour le lot 3, au regard des contraintes techniques des pompes d'infrastructure permettant le chargement des bateaux, l'ensemble des opérations ne doit pas dépasser 30h rapporté à un volume unitaire de 5 000 m³ avant l'ouverture aux droits à surestaries.

Dans les cas d'interruption en cours de chargement ou de déchargement, dont le fait générateur est de la responsabilité du pouvoir adjudicateur, et impliquant le dépassement des temps ci-dessus mentionnés, le titulaire peut prétendre aux surestaries. Dans les autres cas où le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable de l'interruption, le titulaire ne peut pas prétendre aux surestaries.

Dans le cas d'une demande de surestaries auprès du SEO, si les conditions d'ouverture sont réunies, le titulaire devra joindre à sa demande les données nécessaires au calcul des surestaries. L'ensemble des justificatifs permettant la vérification de ces données par le SEO sera aussi transmis.

Article 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les livraisons ou reprises sont effectuées en exécution des Mspé.

Pour les lots 1 et 2, le titulaire du Mspé doit systématiquement produire les certificats de qualité concernant les produits délivrés.

Pour le lot 3, les titulaires du SAD peuvent réaliser un échantillon sur le produit proposé à la reprise dès l'invitation à soumissionner. Dans ce cas précis, les titulaires du SAD pour ce lot précis prennent attache directement avec :

- 1- DEMa de TOULON : +33 (0) 4 22 42 04 75 (Chef de dépôt) ;
- 2- DEMa de BREST : +33 (0) 2 98 14 08 03 (Chef de dépôt).

11.1 Opérations de vérification quantitative

11.1.1 Cas général – livraison par navire commercial

Les documents suivants sont remis au dépôt destinataire et au contrôleur du SEO, s'il est présent :

- le connaissement (« bill of lading ») établi au chargement du navire ou le certificat de quantité après chargement en raffinerie ou en dépôt pétrolier, signé par le commandant du navire ou son représentant, par l'inspecteur indépendant et par le contrôleur du SEO, s'il est présent.
- les états « ullage report » avant et après chargement ainsi que les états « ullage report » avant et après déchargement établis et signés par :
 - le commandant du navire ou son représentant (contresigné par l'inspecteur indépendant),
 - l'inspecteur indépendant (contresigné par le commandant du navire ou son représentant),
 - le contrôleur du SEO s'il est présent (contresigné par le commandant du navire ou son représentant).
- le facteur d'expérience du navire « Vessel Experience Factor » (VEF), lors du déchargement, signé par le commandant du pétrolier ou son représentant et par l'inspecteur indépendant.

Pour les lots 1 et 2, afin de tenir compte des contraintes techniques inhérentes aux opérations de chargement et de déchargement du produit livré par navire, les quantités livrées peuvent varier de plus ou moins 5 % par rapport aux quantités commandées.

Pour les lots 1 et 2, la quantité introduite en comptabilité et facturée par le titulaire est égale à la quantité mentionnée sur le « ullage report » après déchargement du bateau mesurée bac à terre par l'inspecteur indépendant, le représentant du titulaire et par le représentant du SEO.

Pour le lot 3, la quantité introduite en comptabilité et facturée (pour la prestation de reprise) par le titulaire est calculée à partir de la quantité mentionnée sur le « ullage report » avant chargement du bateau mesurée bac à terre par l'inspecteur indépendant, le représentant du titulaire et par le représentant du SEO.

Conformément à la réglementation douanière, la tolérance admise à l'entrée est de 5,1‰ pour un produit d'origine intracommunautaire et de 4.8‰ pour un produit d'importation.

En cas d'écart relatif supérieur à cette limite, une lettre de réserve (letter of protest) est alors rédigée par le DEMa. Elle est alors signée contradictoirement et remise au Commandant du navire.

11.1.2 Cas des livraisons de gazole de navigation synthétique SPD (cf. prestation annexe du lot n°1)

Pour chaque opération, le titulaire fournit au bénéficiaire un bulletin de livraison établi en 3 exemplaires après ravitaillement, et indiquant :

- la référence du marché spécifique,
- le site ravitaillé,
- la nature du produit livré,
- la date et l'heure de la livraison,
- le volume livré en mètres cube à 15°C et à température ambiante,
- le moyen de transport.

Après chargement, les camions citernes sont plombés et les numéros de plomb sont reportés sur le bon de livraison.

Sur le lieu de livraison, le représentant du DEMa concerné procède au contrôle de la présence des plombs et de la concordance des numéros avec ceux portés sur le bon de livraison.

Dans le cas où l'un des plombs est manquant et/ou en l'absence de concordance entre les numéros des plombs et ceux portés sur le bon de livraison, le représentant du DEMa concerné se réserve le droit de refuser le dépotage du véhicule et de procéder au renvoi de celui-ci chez le titulaire, en mentionnant expressément sur le bon de livraison les raisons du retour du véhicule.

Le représentant du DEMa concerné et le titulaire ou son représentant émargent et datent les bulletins de livraison. Le titulaire en remet un exemplaire au bénéficiaire ou à son représentant.

Afin de tenir compte des contraintes techniques inhérentes aux opérations de chargement et de déchargement du produit livré, les quantités livrées peuvent varier de plus ou moins 10 % par rapport aux quantités commandées.

La vérification quantitative s'effectue à l'aide d'un compteur volumétrique étalonné du moyen de distribution du titulaire ou, à défaut, par tout moyen permettant de contrôler la quantité livrée.

La quantité facturée est la quantité effectivement livrée ou distribuée au bénéficiaire dans tous les cas, notée sur les bons de livraison et reconnue contradictoirement par le représentant du bénéficiaire et le représentant du titulaire.

11.2 Opérations de vérification qualitative (lots 1 et 2)

11.2.1 Cas général – livraison par navire commercial

Analyse complète de recette

Indépendamment du contrôle d'acceptabilité et de la prise d'échantillons définis ci-dessous, le titulaire doit faire réaliser un échantillon représentatif de la cargaison après chargement dans le navire. Cet échantillon doit être analysé sans délais par un laboratoire de contrôle agréé par le titulaire et le CETSEO. Le bulletin d'analyse rendu doit être envoyé au DEMa destinataire et au CETSEO avant que le navire engage les procédures d'accueil sur le port militaire de destination.

En particulier, pour le F-76 le certificat devra mentionner les résultats de :

- la tendance au colmatage des filtres (TCF) : la limite imposée par le SEO est de 1.56 au regard de la méthode B décrite par l'ASTM D2068 ;

- la teneur en esters méthyliques d'acides gras (EMAG) : Le SEO mesure cette teneur à l'aide de la méthode NF EN 14078. **La présence d'EMAG dans le F-76 est interdite**, comme mentionnée dans la spécification de référence.

La teneur maximale indiquée dans le tableau des caractéristiques physico-chimiques de cette dernière est la traduction analytique de cette exigence en tenant compte des limites de détection et de quantification de la méthode d'essai.

De plus, du fait de l'interdiction des EMAG dans le F-76, ce dernier est considéré comme du carburéacteur dans la gestion des changements des cargaisons. Les nettoyages réalisés dans les capacités lors des changements de produit doivent donc être conformes au texte de référence en la matière, à savoir le guide HM50 à jour de ses dernières modifications. Par conséquent, il pourra être demandé au titulaire de certifier que les nettoyages entre cargaisons ont été réalisés conformément à ce guide

Contrôle d'acceptabilité et prise d'échantillons

Le contrôle d'acceptabilité débute avec le contrôle des certificats d'analyse de recette fournis par le titulaire préalablement à l'appareillage du bateau, du réservoir du lieu de chargement et de la cargaison après chargement du bateau.

Concernant les lots 1 et 2, pour les opérations de chargement et de déchargement du navire, le titulaire doit mandater une société d'inspection indépendante. Toutefois, l'autorité du SEO se réserve le droit de mandater son propre contrôleur lors des opérations.

Les documents suivants sont systématiquement envoyés au DEMa de destination par l'inspecteur indépendant et, le cas échéant, remis au contrôleur du SEO s'il est présent :

- Le certificat de qualité de la raffinerie ou du dépôt de chargement. Ce bulletin devra comporter l'ensemble des analyses physico-chimiques mentionnées dans la spécification de référence annexée au CCP pour chaque produit.
- L'état des 3 dernières cargaisons du navire.
- Le certificat de nettoyage des capacités concernées du navire.
- Le plan de chargement du navire.
- Le rapport d'additivation en dissipateur d'électricité statique Stadis 450 (lot 2).

Au chargement, les opérations suivantes sont réalisées par l'inspecteur indépendant et, le cas échéant, par le contrôleur du SEO s'il est présent :

- Inspection des capacités concernées du pétrolier avant chargement (vacuité et propreté compatibles avec le produit à charger).
- Réalisation d'analyses d'acceptabilité sur les échantillons suivants :
 - Début de chargement pris sur le bras de chargement.
 - Composite 1^{er} pied avant l'additivation en Stadis 450 (lot 2).
 - Composite moyen bord après chargement.
 - Composite moyen bord avant déchargement.
 - Début de déchargement pris au plus proche du manifold du pétrolier.
- Prélèvement d'échantillons témoins conformément aux éléments décrits dans le tableau suivant :

N°	Mention	Quantité	Origine du produit	Destinataire
----	---------	----------	--------------------	--------------

1	Échantillon témoin avant chargement	$(3 \times 1 \text{ litre}) \times 2$	Début de chargement pris sur le bras de chargement	Dépôt de destination ou contrôleur du SEO
2	Échantillon témoin tank après chargement	$(3 \times 1 \text{ litre}) \times 2$	Composite moyen bord après chargement	Dépôt de destination ou contrôleur du SEO
3	Échantillon témoin tank avant déchargement	$(3 \times 1 \text{ litre}) \times 2$	Composite moyen bord avant déchargement	Dépôt de destination ou contrôleur du SEO
4	Échantillon témoin après déchargement	$(3 \times 1 \text{ litre}) \times 2$	Début de déchargement pris au plus proche du manifold du pétrolier	Dépôt de destination ou contrôleur du SEO

NOTA IMPORTANT : Les échantillons témoins n° 1, 2, 3 et 4 sont scellés avec le sceau de la société de l'inspecteur indépendant ou, le cas échéant, avec le sceau du SEO si le contrôleur du SEO est présent.

Les échantillons témoins sont remis au contrôleur du SEO, s'il est présent, ou sont confiés au commandant du navire qui doit les remettre au responsable du dépôt de destination à l'arrivée. Ils sont identifiés et précisent :

- la nature du produit,
- le lieu de fabrication,
- la société titulaire du marché,
- le lieu de destination,
- la mention qui figure dans le tableau ci-dessus,
- la ou les dates de chargement pour les échantillons n° 1 et 2,
- la ou les dates de déchargement pour les échantillons n° 3 et 4.

Après le chargement sont rédigés des procès-verbaux d'échantillons témoins n° 1 et n° 2, signés par l'inspecteur indépendant et, le cas échéant, par le contrôleur du SEO s'il est présent. Sur ces procès-verbaux sont mentionnés les numéros des scellés des échantillons.

Après le déchargement sont rédigés des procès-verbaux d'échantillons témoins n° 3 et n° 4, signés par l'inspecteur indépendant et, le cas échéant, par le contrôleur du SEO s'il est présent ou par un représentant du dépôt de destination. Sur ces procès-verbaux sont mentionnés les numéros des scellés des échantillons.

Les interventions et prestations de l'inspecteur indépendant sont à la charge du titulaire du marché tout comme la fourniture des récipients destinés à recevoir le produit des échantillons témoins.

Les valeurs doivent être conformes à la spécification mentionnée annexée au présent CCP et la masse volumique mesurée est comparée au résultat de la valeur indiquée sur le certificat de qualité de raffinerie. Si les deux valeurs (ramenées aux conditions standard) diffèrent de plus de 3 kg/m^3 , une contamination a pu se produire et le problème doit être élucidé avec le titulaire.

Les analyses d'acceptabilité comprennent pour le F-76 :

- Aspect ;

- Couleur ;
- Masse volumique à 15°C ;
- Point éclair ;
- Tendance au colmatage des filtres.

Les analyses d'acceptabilité comprennent pour le XF-43 :

- Aspect ;
- Couleur ;
- Masse volumique à 15°C ;
- Test d'appréciation du trouble.

Stabilité dans le temps

Le gazole de navigation est destiné à entretenir les stocks stratégiques de la défense (stockage supérieur à 1 an) ou être délivré comme carburant de secours dans des navires qui vont le stocker plusieurs années dans les soutes de certains bâtiments de la Marine Nationale.

Le gazole de navigation F-76 doit avoir une bonne stabilité dans le temps et ne pas se dégrader en cours de stockage.

Contrôle d'acceptabilité non conforme

Dans le cas d'une analyse d'acceptabilité non-conforme, le SEO se réserve le droit de procéder à une analyse complète, sur un échantillon composite tous niveaux constitué à partir d'échantillons de chaque soute. Les résultats des essais réalisés lors du contrôle d'acceptabilité sont pris en compte pour cette analyse. Le déchargement est de fait mis en attente.

Si le contrôle d'acceptabilité de l'échantillon composite fait apparaître une ou des caractéristiques non conformes aux exigences de la spécification, il est procédé à un contrôle d'acceptabilité pour chacune des soutes.

Pour statuer sur les suites à donner au processus d'admission du produit, le CSTA s'appuie sur les résultats de l'analyse complète réalisée sur l'échantillon composite tous niveaux prélevé avant déchargement et le cas échéant des essais complémentaires portant sur les caractéristiques non conformes, identifiées lors du contrôle d'acceptabilité, pour chacun des échantillons prélevés dans les tanks du pétrolier. Si l'analyse complète révèle que le produit est non conforme, les surestaries dues au titre de l'immobilisation du pétrolier seront à la charge du titulaire du marché. En revanche, si le produit est déclaré conforme, les surestaries seront payées par l'administration.

Selon les résultats, le déchargement peut être complet, partiel ou refusé. L'acceptabilité du produit ne préjuge pas du résultat de la conformité finale du produit, qui elle, conditionne l'admission.

Procédure en cas de non-conformité du produit

L'analyse des échantillons de contrôle et/ou témoins est effectuée par le CETSEO ou par tout autre laboratoire agréé par le SEO, suivant les méthodes d'essais indiquées dans la spécification de référence pour chaque produit.

Les normes à appliquer sont décrites dans la spécification de référence pour chaque produit.

En cas de constat de non-conformité du produit dans le délai de 25 jours, le CSTA formule des réserves auprès du titulaire et lui notifie qu'il dispose d'un délai de 10 jours pour prendre contact par écrit avec elle en vue de régler le litige.

Sous réserve que sa réponse parvienne dans le délai de 10 jours, le titulaire peut accepter les propositions du SEO, ou contester les résultats du CETSEO.

Dans ce dernier cas, une analyse contradictoire est effectuée sur un des deux échantillons témoins conservés par le SEO, dans un laboratoire neutre agréé par les parties.

Les résultats de cette analyse sont définitifs : s'ils concluent à la conformité, le produit est accepté. Dans le cas contraire, le SEO maintient sa décision de rejet du produit ou d'application de la réfaction proposée initialement.

Sans réponse du titulaire dans le délai de 10 jours, le SEO dispose alors de 15 jours pour :

- si le produit est consommable, le classer techniquement acceptable et l'accepter moyennant une réfaction de prix dont il fixe le montant ;
- si le produit n'est pas consommable, le remettre, ainsi le cas échéant que celui qu'il a pollué, à la disposition du titulaire, à charge pour ce dernier de les évacuer et de les remplacer à ses frais par un produit conforme dans un délai maximal de deux mois à compter de la décision de rejet du produit.

L'absence de décision du SEO dans ce délai de 15 jours vaut décision de rejet.

11.2.2 Cas des livraisons de gazole de navigation synthétique SPD (cf. prestation annexe du lot n°1)

Le titulaire fournit systématiquement lors de chaque livraison au DEMa concerné ou son représentant un certificat d'analyse complet de qualité, précisant explicitement l'ensemble des valeurs des caractéristiques du produit.

Ce certificat qualité doit mentionner (ou être accompagné d'un document en faisant mention de) l'origine et la composition de ce carburant synthétique.

Avant toute réception du produit, un contrôle d'acceptabilité est effectué sous le contrôle du DEMa concerné ou de son représentant. Cette analyse comporte l'examen des caractéristiques suivantes :

- Aspect ;
- Couleur ;
- Sédiments (inspection visuelle) ;
- Présence d'eau (inspection visuelle et utilisation de pâte de détection de présence et de niveau d'eau) ;
- Masse volumique à 15°C ;
- Point éclair ;
- Tendance au colmatage des filtres.

Les valeurs doivent être conformes à la spécification mentionnée annexée au présent CCP. La masse volumique mesurée est comparée au résultat de la valeur indiquée sur le certificat de qualité fourni par le titulaire. Si les deux valeurs (ramenées aux conditions standards) diffèrent de plus de 3 kg/m³, l'acheteur se réserve le droit de rejeter la prestation.

Procédure en cas de non-conformité du produit

Dans le cas d'une analyse d'acceptabilité non-conforme, le CSTA se réserve le droit de refuser, ajourner ou admettre avec réfaction de prix la livraison et notifie au titulaire la décision. Ce dernier organise sans délai une nouvelle livraison sans que cela ne remette en cause les modalités d'exécution du Mspé initial.

11.3 Admission du produit (lots 1 et 2)

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, par dérogation à l'article 25.1 du C.C.A.G./F.C.S., dans un délai de vingt-cinq (25) jours à compter de la livraison ou de la mise à disposition. Elle entraîne transfert de propriété au profit de l'Etat.

En cas de rejet, le SEO se réserve le droit par dérogation à l'article 25.4.2 du CCAG/FCS de ne pas demander au titulaire de représenter le produit mais de procéder à la résiliation du Mspé.

Article 12 - EXECUTION FINANCIERE

La monnaie de compte du présent SAD et des Mspé est l'euro (€).

Le prix de facturation du produit est le prix unitaire fixé dans le Mspé dédouané à l'importation, hors taxes.

Le prix final est arrêté à deux (2) décimales.

12.1 Décomposition du prix des prestations

Modalités de fixation de prix des Mspé (lots 1 et 2)

Le prix applicable au Mspé est le prix en vigueur au **mois précédant la date d'exécution de la prestation** fixée sur le Mspé et confirmée sur l'ordre de service.

Le prix de facturation du produit est composé d'un prix initial exprimé en dollars par tonne (\$/t) et converti en euros par mètre cube (€/m³), auquel s'ajoute un différentiel.

➤ **Prix initial du produit en \$/t**

Le prix initial du produit en \$/t, repéré **COT**, est déterminé de la manière suivante :

Pour le F-76 :

COT (en \$/t) = Moyenne des cotations hautes du CIF NWE cargo gasoil 0.1% AAYWS03 publiée au Platt's European Marketscan du mois précédant celui de la date limite de remise des offres, puis celle du mois précédant la date d'exécution de la prestation.

Pour le XF-43 :

COT (en \$/t) = Moyenne des cotations hautes du CIF NWE cargo jet **PJAAU03** publiée au Platt's European Marketscan du mois précédant celui de la date limite de remise des offres, puis celle du mois précédant la date d'exécution de la prestation.

➤ Prix initial du produit en €/m³

Le prix initial des produits en €/m³, repéré **P1**, est obtenu par application de la formule :

$P1 \text{ (€/m}^3\text{)} = COT \text{ (\$/t)} \times M \text{ (t/m}^3\text{)} / C \text{ (\$/€)}$

dans laquelle :

- **COT** (en \$/t) = Prix initial en \$/t ;
- **M** (en t/m³) = Coefficient de conversion, égal à la valeur de la masse volumique conventionnelle des produits fixée par la chambre syndicale du raffinage français ;
- **C** (en \$/€) = Moyenne des cours euro contre dollar du mois précédant celui de la date limite de remise des offres, puis celui du mois précédant la date d'exécution de la prestation. La valeur à prendre en compte est arrêtée à la quatrième décimale, cette dernière étant arrondie en fonction de la valeur de la cinquième décimale (Les modalités de détermination des arrondis font l'objet de l'article 13 du présent CCP).

➤ Prix d'achat du produit en €/m³

Le prix d'achat du produit par le SEA, repéré **P2**, correspond au prix de vente du produit (DDP) par le titulaire. Il est fixé en application de la formule suivante :

$P2 = P1 + D$

Ce prix s'entend hors taxes.

Dans laquelle :

- **P1** (en €/m³) = prix initial des produits en €/m³ ;
- **D** (en €/m³) = différentiel, qui correspond à l'écart entre le prix initial du produit et le coût spécifique moyen de revient du produit en métropole pour le titulaire. Le différentiel **D**, exprimé en €/m³ hors taxes, peut être positif, négatif ou nul.

Le différentiel (D) est ferme pour la durée du Mspé.

Cas particulier pour le F-76 synthétique :

En l'absence de cotations dédiées, dans le cadre des prestations annexes, le prix applicable au Mspé sera défini uniquement par devis.

Modalités de fixation de prix du Mspé (lot 3)

Le prix d'achat de la prestation est défini par le paramètre « O », tarif unitaire en €/M³. Ce prix est ferme pour la durée d'exécution du Mspé.

Le prix s'entend hors taxes.

12.2 Révision des prix (lots 1 et 2)

Le prix initial (**P1**) du produit est révisé, sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs **COT, C et M**, selon la formule suivante :

$$P1_m = COT_m \times M / C_m$$

Le paramètre **M** varie en fonction de la masse volumique conventionnelle du produit fixée par la chambre syndicale du raffinage français.

Le mois « **m** » étant le mois de la date contractuelle d'exécution de la prestation fixée sur le Mspé.

Le prix (**P2**) du produit est révisé, sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs **P1**, selon la formule.

$$P2_m = P1_m + D$$

Cette révision est matérialisée par l'envoi par le titulaire à le CSTA, pour validation, d'une nouvelle annexe du Mspé.

Nota : Le paramètre D (différentiel) prévu en annexe à l'acte d'engagement du Mspé est ferme pour la durée d'exécution du Mspé. En conséquence, il ne donne pas lieu à révision.

12.3 Actualisation des prix (lot 3)

Conformément aux dispositions de l'article R-2112-11 du code de la commande publique, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début de la prestation, le prix applicable actualisé.

12.4 Avances

L'admission au SAD ne donne pas lieu au versement d'une avance.

Une avance de 5% du montant toutes taxes comprises du Mspé est accordée au titulaire dudit Mspé, sauf stipulation contraire de sa part mentionnée dans l'acte d'engagement.

Néanmoins, l'avance n'est payée que pour un Mspé d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Elle est payée sans formalité au titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du Mspé.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

12.5 Fiscalité des produits

Les carburants livrés et repris dans les DEMa sont en droits suspendus.
L'origine des produits livrés aux DEMa doit être intracommunautaire.

Dans le cas exceptionnel où une cargaison livrée serait importée (extracommunautaire), la totalité des formalités de dédouanement à l'importation auprès des bureaux de douanes de rattachement des DEMa seront à la charge du titulaire dans un délai n'excédant pas 48 heures après la fin du déchargement.

12.6 INCOTERMS

Conformément à la version 2020 de la Chambre Internationale du Commerce (ICC), les INCOTERMS utilisés dans le cadre de ce SAD sont :

Lots 1 et 2 : DDP (Delivery Duty Paid).
Lot 3 : FOB (Free On Board).

Article 13 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1 Décimales et arrondis

Le prix de facturation de la prestation et le montant total de la facture transmise pour paiement, sont arrêtés à la deuxième décimale arrondie en fonction de la valeur de la troisième.

La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale, c'est-à-dire que la deuxième décimale :

- passe à l'unité supérieure si la troisième est égale ou supérieure à 5 (arrondi par excès),
- est inchangée si elle est comprise entre 0 et 4 (arrondi par défaut).

13.2 Facturation

Chaque Mspé fait l'objet d'un règlement définitif qui s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Les volumes facturés sont exprimés en litre et à 15°C.

Les factures émises par l'émetteur sont libellées au nom du « commandant du centre de soutien technique et administratif (CSTA) » :

Centre de soutien technique et administratif
Caserne Thiry
47, rue Sainte-Catherine – CS N° 60016
54035 NANCY CÉDEX

Conformément à l'article D.2192-1 du code de la commande publique relatif à la facturation, les mentions qu'elles doivent comporter obligatoirement sont :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- 4° le numéro d'engagement juridique du Mspé ;
- 5° Le N° Siret de l'Etat (« **110 002 011 00044** ») et le code d'identification du service en charge du paiement (« **AMMAGFA001** »);
- 6° La date (ou période) de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées, ou s'il y a lieu le prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° l'identification , le cas échéant, de représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

13.3 Transmission



La transmission et la réception des factures se réalise sous forme électronique :

➤ Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un

système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

➤ Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes «flux» et «portail» sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

13.4 Règlement

Les dossiers de liquidation sont assignés sur la caisse du Comptable du Compte de Commerce n°901 : « Approvisionnement de l'Etat des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires » ;

Caserne Verneau
80, rue du sergent Blandan – CS N° 53864
54029 NANCY CÉDEX

Le règlement des comptes s'effectue par virement auprès du compte du titulaire.

Les sommes dues en exécution des Mspé sont payées par virement bancaire dans le délai global maximum indiqué dans l'article ci-dessous.

13.5 Intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou d'admission de la prestation si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le point de départ de ce délai, est pour une facture transmise sous forme dématérialisée CHORUS, la date d'intégration dans le cœur CHORUS de la demande de paiement (DP).

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.6 Nantissement

Le SEO est chargé de fournir au titulaire du Mspé concerné, aux bénéficiaires de cession ou de nantissement de créance, les documents prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou les informations (en particulier celles qui font courir un délai), par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font :

- 1/ par PLACE ;
- 2/ par messagerie électronique ;

14.2 Langues

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectuera en français.

14.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent SAD. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

14.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution des marchés spécifiques. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

14.5 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.6 Litiges et contentieux

Le présent SAD est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de PARIS situé 7, rue de Jouy - 75004 PARIS.

14.7 Résiliation

Exclusion de la procédure de passation et résiliation de l'admission au SAD

Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique relatifs aux motifs d'exclusions de la procédure de passation, les opérateurs économiques sont soit exclus de plein droit, soit à l'appréciation de l'acheteur.

Après signature du SAD, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le SAD sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de redressement judiciaire, le SAD est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le SAD est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

Le SEO se réserve le droit de résilier le SAD sans mise en demeure préalable et sans indemnité dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles et notamment en cas de :

- exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés spécifiques par le titulaire ;
- remise répétée d'offres inacceptables ;
- remise répétée d'offres irrégulières ;
- remise répétée d'offres inappropriées.

La résiliation du SAD avec l'un de ses titulaires n'entraîne pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires.

Résiliation des marchés spécifiques

Un marché spécifique peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques en application de l'article 36 du CCAG/FCS, dans les cas cités à l'article 32 du cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS).

La résiliation du SAD intervient pour les consultations postérieures à sa date de décision ; elle n'entraîne pas la résiliation des marchés spécifiques notifiés antérieurement à cette décision.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

En cas de résiliation d'un marché spécifique prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, la mise en concurrence pour la passation du marché spécifique pourra être organisée entre les autres titulaires du SAD.

Cette résiliation est prononcée par écrit par le CSTA et notifiée au titulaire.

Article 15 - ANNEXES

Annexe 1 : spécification DCSEA 176B du 1^{er} novembre 2018 ;

Annexe 2 : spécification DCSEA 144E du 1^{er} novembre 2019 ;

Annexe 3 : norme NF ISO 8217 du 1^{er} juin 2013.

Annexe 4 : Annexe A de la spécification OTAN MIL-DTL-16884P

Article 16 - DEROGATIONS

Le présent CCP déroge au CCAG/FCS :

- *en ses articles 10.2 et 10.3 en ce qui concerne les délais contractuels d'exécution (articles 13.3 et 20.4 du CCAG/FCS),*
- *en ses articles 11.1 et 11.2 en ce qui concerne les délais pour procéder aux opérations de vérifications du produit*
- *en son article 11.3 en ce qui concerne les délais d'admission du produit livré (article 25.1 du CCAG/FCS).*
- *en son article 14.7 en ce qui concerne la résiliation des marchés spécifiques (article 32 du CCAG/FCS) et la résiliation du SAD (article 33 du CCAG/FCS).*